

Pour en finir avec la dette

Le débat sur la dette publique cherche à nous enfermer dans une logique financière qui rend toutes solutions durables impossibles. Faut-il payer ou annuler ? Doit-on forcément emprunter et à qui ? Un investissement implique-t-il la création de dettes ou de crédits ? etc..

Entre suraccumulation de capitaux et politiques monétaires, les origines techniques de la dette sont multiples. Elles ne sont que de peu d'importance au regard de son rôle politique. En examinant précisément en quoi consiste à l'heure actuelle les dettes publiques on constate que cela revient à créer un droit de rente à vie aux créanciers. Cela reste vrai même lorsque les taux d'intérêt sont temporairement négatifs comme aujourd'hui. Le niveau du droit concédé à la finance est le reflet des antagonismes entre les états et les milieux financiers sur les politiques monétaires. Dans la résolution de ces antagonismes les peuples sont volontairement mis à l'écart alors qu'ils en sont les principales victimes.

Notre souhait d'une autre utilisation de l'argent doit nous conduire à développer une autre conception de l'économie. Aujourd'hui on nous explique que l'économie sert à comprendre et s'approprier la création de richesse monétaire. Pour nous l'économie doit servir à comprendre et maîtriser comment l'activité humaine doit être organisée pour répondre aux besoins fondamentaux de tous les êtres humains. Dans cette deuxième conception, les notions de valeur d'échange, Valeur Ajouter, rentabilité financière ne sont guère efficaces pour appréhender l'efficacité d'une activité économique à répondre à un besoin. La notion de valeur d'usage s'avère plus pertinente.

En effet, La valeur d'échange ne reflète que l'acte d'échange ; La valeur ajoutée quantifie la différence de la valeur d'échange entre l'amont et l'aval de processus économiques ; Enfin la rentabilité cherche à mesurer le pourcentage qui reste aux propriétaires en terme monétaire. Leur évaluation ne dit rien sur le type de marchandise concernée. Il ne dit surtout rien sur la valeur d'usage existant. La valeur d'usage ne se concrétise effectivement que dans l'usage ou la consommation. Mais sa mesure permet de mieux appréhender la capacité d'un bien ou service à répondre à un besoin.

L'activité économique réelle n'est pas constituée de flux monétaire comme on cherche à nous le faire croire. Elle est constituée de flux d'énergie, de transformation de matière et surtout d'intervention humaine. C'est donc pour l'analyse de ces trois aspects que les critères économiques doivent être conçus.

La mise en place de repère non monétaire a l'avantage d'augmenter les outils d'analyse qui permettent de mieux appréhender les actions et les ressources nécessaires pour répondre aux besoins et accroître le bien être. Cette approche commence à être l'objet de travaux même au sein d'organismes comme l'OCDE qui est pourtant un farouche défenseur du modèle occidental de développement.

L'utilisation exorbitante de la monnaie comme réserve de valeur (accumulation de capital) conduit aujourd'hui les capitalistes à vouloir accroître leurs droits de propriété sur du capital immatériel. Nous connaissons déjà le gâchis des investissements matériels de la logique financière. Nous connaissons des gâchis bien plus grands avec les investissements immatériels. En effet la valeur d'usage d'un savoir ou d'une donnée ne peut qu'être réduite par l'appropriation exclusive. Sortir de cette spirale conduira, presque mécaniquement, à alléger la pression financière. Réduire le rôle de réserve de valeur de la monnaie au profit de son rôle d'outil d'échange ne peut que réduire la pression appliquée sur la dette publique.

La bataille sur une autre utilisation de l'argent doit expliciter des propositions qui battent en brèche les logiques financières actuelles. Par exemple notre bataille contre les brevets sur les vaccins en est un bon exemple. Nous montrons que les critères financiers viennent détruire la création de valeur

d'usage des découvertes scientifiques. En rendant les vaccins « biens publics » on démultiplie leurs capacités de production. L'argent ne servant plus à payer des droits de propriétés, il peut servir à des échanges utiles où des critères non marchands n'auraient pas encore été trouvés. Nous pourrions, ainsi, de proche en proche réduire le rôle l'argent et se libérer des chaînes de l'endettement

En conclusion : Si nous voulons nous libérer de la logique de la dette financière. Il faut développer les outils de la gratuité et des biens communs. La mise en place de ces outils ne se fera pas sans lutte. Les financiers ne se laisseront pas faire. Il faut donc mobiliser les citoyens pour construire ces outils. Nos propositions ne doivent être de simples propositions électorales, c'est-à-dire des propositions que l'on mettrait en œuvre si on était élu mais des propositions qui nourriraient les luttes actuelles pour mieux vivre.